

SÉRIE SWEDD: GUIDE DE BONNES PRATIQUES

LE SOUTIEN À LA SCOLARISATION DES FILLES ET LEUR MAINTIEN À L'ÉCOLE

Les recherches menant à ce Guide ont été dirigées par le Population Council et portent sur le projet SWEDD. Les informations guideront la mise en œuvre du SWEDD+



© UNFPA/Ollivier Girard

Le projet couvre des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

■ SWEDD (2015–2024) ■ SWEDD+ (2024–2028) ■ SWEDD & SWEDD+

Le projet SWEDD vise à renforcer l'encadrement et les conditions d'apprentissage des filles scolarisées et à lever les contraintes liées à la scolarisation à travers des stratégies contextualisées. Plusieurs activités sont incluses, y compris l'offre de tutorat, le transfert de fonds, l'offre d'alimentations scolaires, de kits scolaires, de kits d'hygiène, de logement, et de transport de la maison jusqu'à l'école. Chacun des pays a choisi quelques – mais pas nécessairement – toutes ces approches, comme décrites dans le Tableau 1.



Tableau 1 : Activités liées à la rétention scolaire

	Tutorat	Transferts de fonds		Alimentation scolaire	Kits scolaires	Kits d'hygiène	Logement	Transport
		Paiement d'argent	Bourses d'études					
Burkina Faso	X	X	X	X	X			X
Mali	X	X	X		X	X	X	X
Niger	X	X	X					
Tchad	X	X		X	X		X	X

Les expériences de mise en œuvre de ces activités dans le projet SWEDD décrites dans ce Guide servent à informer le développement des stratégies pour améliorer le maintien des filles à l'école dans le SWEDD+ et la programmation des techniques d'autonomisation des filles et des femmes.

PHASE

1

LA CONCEPTION INITIALE

Dans la conception initiale¹ de l'approche de rétention scolaire, il a été nécessaire d'engager les parties prenantes impliquées. Cependant, les individus intervenants ont différé d'un pays à un autre. En plus, en se référant aux différentes informations, il est ressorti que les interventions des nombreuses parties prenantes ont variées au sein d'un même pays.

Au Burkina Faso, la conception initiale s'est faite avec les différentes Directions chargées de l'éducation des filles—primaire, post-primaire, et secondaire—ainsi que les structures en charge de la santé, de la femme et du genre. Les parties prenantes du post-primaire et du secondaire ont identifié comme prioritaire l'amélioration de l'accès à l'éducation, le maintien et la réussite des filles à l'école, et la question de la lutte contre les facteurs de déperdition scolaire. Ces priorités ont été établies sur la base d'une étude et d'une monographie qui ont été réalisées en collaboration avec des consultants externes. Selon les informations reçues, les réunions avec toutes les parties prenantes ainsi que les consultants se tenaient régulièrement en fonction de l'avancée du projet (la méthodologie est décrite dans l'annexe 1). En plus de ces réunions régulières, des ateliers supplémentaires avec les parties prenantes ont pris place.

Au Mali, outre l'implication des Ministères de l'Éducation, de la Femme et de la Famille, de la Jeunesse et celui de la Santé, des chefs traditionnels et religieux ont également intervenu durant la phase initiale du projet. Les interventions choisies ont donc été retenues sur la base des connaissances et l'expérience

Échantillon : Experts de 4 pays du SWEDD : Le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad

Sources principales de données : Les conversations avec des personnes clés dans le développement des activités de soutien scolaire

Méthodologie de collecte : qualitative, avec un guide de conversation piloté avant la mise en œuvre

Méthodologie d'analyse : des transcriptions, des enregistrements audios et des notes, analysés manuellement par le Population Council

Dates : de décembre 2022 à janvier 2023

Voir les annexes à la fin du document pour plus de détails sur la méthodologie et les répondants

¹Au Niger, aucune des personnes interrogées n'a participé à l'étape de conception initiale. Donc les résultats dans cette partie du Guide sont pris des 3 autres pays (le Burkina Faso, le Mali, et le Tchad).

variées de toutes ces parties prenantes. Une documentation de la Banque Mondiale a fourni des éléments servant à analyser les obstacles à la scolarisation des adolescentes et jeunes femmes (AJF) et les interventions à mettre en priorité pour les relever. A noter que dans le choix des interventions à mettre en place au Mali, les informateurs ont recommandé que l'appui soit un ensemble d'interventions variées au lieu d'une seule—même si moins d'élèves et de zones auraient été couverts avec cette stratégie—que de ratisser large avec peu d'appuis qui n'auraient aucun effet sur les bénéficiaires.

Au Tchad, on a impliqué une variété des parties prenantes, y compris les communautés, les associations des parents d'élèves (l'Association de Mère d'Elèves, l'Association de Parents d'Elèves), les autorités administratives, les autorités scolaires, les autorités traditionnelles, et l'équipe pédagogique des établissements scolaires. Ces parties prenantes ont choisi la prise en charge des frais de scolarité des AJF à travers des bourses, la mise à disposition de centres d'accueil accessible aux AJF, de nourriture, des tenues scolaires, des kits d'hygiène, et le tutorat. Cette conception initiale s'est faite avec le soutien d'analyse des données administratives du Ministère de l'Education Nationale et de l'UNICEF, de rapports de l'UNFPA et de la Stratégie Nationale d'Accélération de l'Education des Filles (SNAEF). Comme au Burkina Faso, des réunions avec les parties prenantes se tenaient régulièrement en fonction de l'avancée du projet.



En identifiant les zones d'intervention et les écoles pour les activités de soutien scolaire du SWEDD, le choix des communautés et des écoles s'est fait par l'exigence de vouloir travailler dans des zones transfrontalières, sur la base des statistiques et des études sur le décrochage scolaire, et en tenant compte de la disponibilité des écoles requises.

Au Burkina Faso, une balance entre la sélection des régions rurales a été recherchée en plus des zones où on peut avoir le maximum d'élèves pour mener les interventions. Cette orientation a guidé le choix d'avoir trois établissements—deux en milieu rural et un centre urbain—dans chaque province ou région. Au post-primaire et secondaire, quelques établissements d'enseignement techniques ont été choisis. Le Burkina Faso était le seul pays qui s'est référé explicitement aux études sur le décrochage scolaire

“.....”

Les statistiques...ont vraiment guidé le choix des régions où la situation était vraiment problématique.

Expert Ministériel du Burkina Faso

.....”

lors de la phase de ciblage : « Il y a un certain nombre de documents que nous avons élaborés dans le cadre de ce projet... par exemple [les] mécanismes de veille et de suivi des élèves pour endiguer le décrochage scolaire » (Expert ministériel de l'éducation, Burkina Faso).

Au Mali, on a pris en considération des statistiques nationales existantes sur l'éducation et la fécondité. Les indicateurs utiles dans la sélection étaient le taux de scolarisation et d'abandon ainsi que les taux de fécondité élevés. Au Tchad, la sélection des zones a été guidée par le faible taux d'achèvement du primaire et le faible taux d'accès au secondaire. Pour cibler les filles les plus marginalisées, des critères de sélection des AJF ont été établis dans les pays. Au Mali, le ciblage des AJF s'est fait en respectant différents critères tels que la distance entre le ménage et l'école, et la pauvreté des parents. Au Tchad, le ciblage s'est focalisé sur les filles de cultivateurs et les filles de mères veuves.

Que nous disent les données mondiales sur la scolarisation des filles ? Les études expérimentales et quasi expérimentales menées dans des pays à revenu faible ou intermédiaire depuis 2000 examinent les effets des interventions sur les obstacles à la scolarisation liés au genre et sur les résultats scolaires des filles. Les données montrent que les approches les plus efficaces comprennent plus de 4 études qui ont mesuré directement l'approche d'intervention et ont systématiquement constaté que l'approche améliore les résultats pour les filles. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- **Des efforts pour réduire les coûts et de faciliter l'accès à la scolarisation** à travers des transferts d'argent conditionnels, des bourses, et la fourniture de matériaux (uniforme scolaire, installations sanitaires, alimentation, etc.) ; la construction d'écoles communautaires ; et l'accès au transport.
- **Des efforts pour fournir des installations sanitaires et d'alimentation**, surtout des toilettes séparées pour filles et garçons, l'alimentation scolaire et l'alimentation à emporter.

La recherche sur le soutien à la scolarisation des filles a aussi démontré une distinction entre les approches couramment utilisées et les approches dont l'efficacité n'a pas encore été prouvée pour l'amélioration des résultats de scolarisation. Certaines des approches les plus couramment utilisées dans le domaine de la scolarisation des filles n'ont pas encore de preuves suffisantes pour les soutenir d'où le besoin de faire une évaluation plus poussée :

- **Compétences de vie courante**, y compris le contenu sur le genre, les droits, le pouvoir, la formation en autonomisation, l'éducation en santé sexuelle et de la reproduction, les espaces sûrs, et les connexions sociales.
- **Des efforts pour rendre l'environnement scolaire plus sensible à la dimension du genre**, y compris inclure des formations en pédagogie sensible aux questions du genre.
- **Un engagement communautaire** avec des efforts d'accroître le soutien à la scolarisation des filles.
- **Des efforts pour octroyer plus d'outils aux enseignants** et plus de fournitures scolaires aux élèves.

Sources : Psaki, S., N. Haberland, M. Kozak, and L. Woyczynski. 2021. (Pour plus d'informations, veuillez consulter Psaki, S, N. Haberland, B. Mensch, L. Woyczynski, and E. Chuang. 2022.)

A noter : Les activités SWEDD visant à soutenir la scolarisation des filles ont été identifiées sur la base des preuves accessibles au moment où SWEDD a été conçu. SWEDD est en train de mener d'évaluations d'impact pour déterminer ce qui est efficace dans ce contexte.



Leçon 1 : Impliquer plusieurs parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre en veillant à une bonne division des tâches.

Dans l'ensemble, l'implication de plusieurs parties prenantes dans la conception initiale des interventions prioritaires a révélé des avantages en termes d'efficacité et d'intégration. Selon les informateurs, il est nécessaire d'inclure des structures centrales et décentralisées des Ministères intervenants, et de disposer d'un plan Intégré de Communication (PIC) efficace. Au Mali l'implication des adolescentes et jeunes femmes elles-mêmes lors de l'évaluation des programmes était indispensable à la réussite des activités. L'implication des chefs religieux et communautaires dans le choix des AJF, l'élaboration des documents et des programmes, ainsi que leurs organisations affiliées, était aussi considérée comme indispensable à la réussite des activités. Au Tchad, selon les informateurs clés, l'implication des communautés, les associations des parents d'élèves (l'AME, l'APE), les autorités administratives, les autorités scolaires, les autorités traditionnelles, et l'équipe pédagogique des établissements scolaires ont bien fonctionné dans la conception initiale.

Malgré la diversité des acteurs qui faisaient partie de la conception initiale, les informateurs ont suggéré d'inclure d'autres acteurs dans la mise en œuvre. Sachant que le contexte diffère dans chaque pays, l'équipe du projet pourrait revoir chaque année la liste des parties prenantes et y ajouter de nouveaux acteurs si nécessaire. En plus de ces nouveaux rôles proposés, les informateurs ont suggéré la possibilité de revoir la division des tâches pour être plus efficace, sachant que les rôles peuvent changer entre la conception initiale et la mise en œuvre. Au Niger, une des recommandations était l'implication des prestataires dès le début pour leur permettre de mieux comprendre le cahier de charges pendant la phase de mise en œuvre. Au Mali, on a suggéré l'implication de tous les membres de la communauté, en particulier les directeurs d'école, les religieux et les chefs de village. Les informateurs consultés pour ce Guide ont souligné l'importance clé de la participation forte des associations des mères d'élèves dans le volet sensibilisation. Ils avaient indiqué également que, malgré le fait que les ONGs travaillaient déjà avec les associations de mère d'élèves, le rôle des mères mérite d'être élargi.



Nous ne pouvons pas réussir si nous n'impliquons pas les filles elles-mêmes ainsi que les chefs religieux et traditionnels et les comités de veille qui nous ont aidés à y parvenir.

Expert Ministériel du Mali



Leçon 2 : Accroître le volet de formation des enseignants y compris la pédagogie sensible au genre pour améliorer leurs compétences et pour que les interventions restent fidèles à l'approche SWEDD.

La perception sur la qualité des enseignants était variable entre les pays qui ont fait sujet de cette étude. Au Mali, il y avait une perception que « *ce que nous faisons est bien, mais nous devons ajouter le renforcement des capacités des enseignants qui sont vraiment faibles* » (Représentant SWEDD, Mali). En revanche, au Niger, on a noté la bonne qualité des activités de renforcement des capacités de certains enseignants des établissements secondaires appuyées par le projet au niveau de cinq régions. Au Tchad, on a perçu que le tutorat—qui dépend des enseignants sélectionnés—était « *très encourageant* ». Le Burkina Faso a accordé un intérêt particulier en mettant en place des pools de formateurs en pédagogie sensible au genre au niveau déconcentré de la zone d'intervention. « *Songer à intégrer les équipes pédagogiques surtout que l'un des volets de ce projet était l'amélioration de la qualité [des enseignements]* », un Expert Ministériel du Tchad a recommandé aux personnes qui entreprennent la conception initiale de l'approche de rétention scolaire.



Leçon 3 : Concevoir des activités programmatiques incluant des aides financières et sociales sur la base de critères bien définis.

Plusieurs preuves ont démontré que les efforts faits pour réduire les coûts liés à la scolarisation étaient efficaces dans l'amélioration de la rétention scolaire. En se basant sur ces études, le projet SWEDD a soigneusement conçu des activités programmatiques qui ont inclut des aides financières et plusieurs types d'aides sociales qui peuvent contribuer à réduire les obstacles, soit financiers soit d'intérêt ou de motivation chez les AJF ou bien leurs parents. Au Burkina Faso, on a noté que certains types d'appui—tels que les kits scolaires, l'appui à l'hébergement et à la restauration—ont facilité l'accès des AJF à l'école et ont promu les activités du projet. Au Tchad, plusieurs formes d'appuis avaient été envisagé : la prise en charge des frais de scolarité des AJF à travers des bourses, la mise à disposition de centres d'accueil accessibles aux AJF, de la nourriture, des tenues scolaires, et des kits d'hygiène.

PHASE

2

LA MISE EN ŒUVRE DES INTERVENTIONS

L'engagement communautaire a été un élément important de la mise en œuvre. Il a consisté à l'organisation de campagnes et d'activités de sensibilisation pour le changement de comportement et pour la réduction du décrochage scolaire des filles. Au Tchad, les plaidoyers faits par les crieurs publics marquaient le début de la mise en œuvre, et ce mécanisme « *donnait de l'engouement à la population* » (Représentant du Ministère de l'éducation, Tchad). Au Burkina Faso, le lancement du projet a été réalisé sur la base d'une campagne de communication qui a connu une participation massive des populations locales et des responsables administratifs, coutumiers et religieux. Cette campagne « *a suscité une prise de conscience chez les participants qui se sont engagés à œuvrer pour la scolarisation, le maintien et la réussite scolaire des filles* » (Expert ministériel de l'éducation, Burkina Faso). En plus de cette campagne au niveau communautaire, le projet a lancé des campagnes dans les établissements d'enseignements post-primaire et secondaire, qui ont bien fonctionné selon les informateurs. Au Niger, les personnes interrogées ont décrit les campagnes de sensibilisation au niveau régionale et les activités de sensibilisation des acteurs locaux. Il s'agit d'activités de porte à porte et de spots radios communautaires qui ont très bien fonctionné et qui ont suscité un engagement formel des autorités départementales en faveur de la scolarisation des filles. Les personnes interrogées au Niger ont aussi relevé que certains préfets ont fait des déclarations visant à minimiser le décrochage des filles dans les localités étant sous leur tutelle administrative.





© UNFPA/Olivier Girard

La mise en œuvre du projet SWEDD consistait aussi à faire des dons, des bourses, et des appuis financiers comme décrit plus haut. Au Burkina Faso, 830 filles victimes ou à risque d'être mariées avant l'âge adulte ont été identifiées par le ministère en charge de l'action sociale et ont été soutenues à travers des transferts d'argent et le suivi de leur présence à l'école par les structures de l'éducation. Au Mali, les informateurs ont mentionné que faire des dons en public avec la participation des AJF et des leaders communautaires et de l'ensemble de la communauté « a facilité la mise en œuvre et évité les frustrations des membres de la communauté » (Expert ministériel de l'enseignement, Mali). Les expériences tirées de la mise en œuvre ont démontré l'importance de prêter une grande attention à certains aspects comme le ciblage et la distribution pour s'assurer que les ménages et les AJF appropriés sont atteints comme décrit ci-dessous.

L'insécurité et les crises extérieures ont aussi créé des difficultés dans la mise en œuvre des activités du SWEDD. Au Mali, des événements socio-politiques comme le coup d'état ont retardé les activités et ont même empêché leur mise en œuvre dans certaines zones. La non-disponibilité à temps des kits était dû à l'insécurité et au coup d'état. Au Burkina Faso, du fait de l'insécurité, des établissements ciblés au départ par le projet ont été remplacés car ils ont fermé ou étaient devenus difficiles d'accès. L'équipe de mise en œuvre a donc dû procéder à des réajustements. Ils ont initié, entre autres, d'autres types d'activités, notamment la formation en « *Safe school* » pour outiller les acteurs sur comment se comporter en cas d'attaque. De plus, ils ont travaillé avec les radios locales pour atteindre un plus grand nombre de personnes.



Leçon 4 : Anticiper les changements externes et les défis logistiques, et être prêt à les surmonter.

Il arrive souvent que les parties prenantes rencontrent des changements externes et éprouvent des défis logistiques tout au long de la mise en œuvre d'un grand projet comme le SWEDD. C'est important d'anticiper ces situations à l'avance, et d'être prêt à les surmonter pour ne pas interrompre la mise en œuvre du projet. Il est vrai que lors de la phase de planification certains risques et stratégies de mitigation sont prévus, mais il est possible que d'autres risques n'ayant pas été anticipés surgissent et changent la suite d'activités. De l'expérience au Burkina Faso, on comprend l'importance de savoir changer les plans et de les adapter au nouveau contexte. L'initiative « Safe School », où on a outillé les acteurs sur comment se comporter en cas d'attaque, ne faisait pas partie des plans initiaux ; cependant, avec la fermeture de certaines zones et des défis d'accessibilité rencontrés, cette initiative « a été intégré par la suite, sinon cela n'existait pas » (Expert ministériel de l'éducation, Burkina Faso).

L'insécurité socio-politique peut avoir des effets sur la réalisation des activités de soutien scolaire. Par exemple, une attaque terroriste peut rendre inaccessible certaines zones ou rendre impossible la livraison de certains dons. C'est le cas du Mali, par exemple, où il y a eu un coup d'état et des complications qui s'en sont suivies dans le déboursement des kits. Il est important d'être préparé à faire face aux problèmes de sécurité, et d'être à mesure de réajuster les activités programmatiques de même que les budgets, pour répondre aux réalités sur le terrain.



Aujourd'hui, on doit mettre l'accent sur la sécurité et la sécurité même va déterminer de nouvelles actions à mener.

**Expert Ministériel,
Burkina Faso**



Leçon 5 : Respecter les critères d'identification—comme la distance entre le domicile et l'école, la pauvreté des parents—dans le choix des cibles pour les activités de soutien scolaire.

Les informateurs ont mentionné l'importance de respecter les critères d'éligibilité dans le choix des cibles. Au Mali, comme au Burkina Faso, la perception était que les critères d'éligibilité fixes—tels que la distance de l'école et la pauvreté des parents—ont permis de recruter les AJF qui ont le plus besoin des interventions. Au Niger, on a suggéré l'implication des communautés locales dans le processus d'identification et de recrutement des filles bénéficiaires pour améliorer l'efficacité du processus parce que « (l)es critères de sélection n'ont pas toujours été respectés [par les responsables de la mise en œuvre du projet]. Les premières listes fournies incluaient même des garçons ! » Au Tchad aussi on décrit une situation où les critères de sélection n'étaient pas respectés pour d'autres raisons. L'informateur partage : « Je me suis donc rendue compte enfin que sur les 10 000 élèves il y'a eu quelques influences peut être des autorités de la localité, ils ont recensé des enfants de fonctionnaires, de directeurs » (Expert ministériel de l'éducation, Tchad) et par conséquence des filles non-éligibles ont participées dans le projet.



[Le fait de respecter les critères de sélections] a également permis de déterminer les filles qui ont besoin d'interventions croisées.

Expert Ministériel du Mali



Les mécanismes de distribution de soutien financiers et de matériel : Défis et solutions potentielles aux défis

Défi : Au Mali, les informateurs ont indiqué qu'il y avait souvent des frustrations au sein de la communauté en ce qui concerne les transferts d'argent liquide.

Solutions potentielles :

- Au Mali, les informateurs ont mentionné que faire des dons en public avec la participation des centres d'intérêt et de l'ensemble de la communauté « a facilité la mise en œuvre et évité les frustrations des membres de la communauté. »
- Le ciblage peut être perçu comme plus précis et impartial lorsque les membres de la communauté ne sont pas activement impliqués dans la sélection des bénéficiaires.

Défi : Au Mali le transport des kits a été « un énorme problème » car les matériels n'ont pas été envoyés à temps et parfois en nombres insuffisants, ce qui a entraîné un manque de kits dans certaines zones.

Solution potentielle :

- Utiliser les technologies existantes, telles que les paiements mobiles, pour faciliter la distribution des fonds.

Défi : Au Niger il y'a eu des erreurs dans l'établissement des listes des AJF bénéficiaires des bourses, et les « bourses n'ont pas servi à aider les filles pendant le temps scolaire du fait des retards dans le paiement. »

Solutions potentielles :

- Simplifier les processus d'inscription ou d'admission des programmes peut garantir un transfert de fonds aux ménages en ayant le plus besoin.
- La simplification des critères d'éligibilité peut aussi réduire la confusion parmi les bénéficiaires.

Défi : Au Tchad « Le budget... ne pouvait pas couvrir les activités de prise en charge des filles dans les familles d'accueil et transferts d'argent », mais même dans le cas des fonds limités, les adolescentes peuvent en bénéficier.

Solution potentiel :

- Compte tenu du fait que le transfert en espèces ne couvrira probablement pas entièrement les revenus perdus lors d'une crise, il est essentiel que les bénéficiaires priorisent l'utilisation de leur argent. Ils devront considérer à la fois la satisfaction des besoins immédiats et le maintien des perspectives de productivité une fois la crise passée.

Sources: AIR 2022 ; World Bank Group Ideas 42 documents, sans date.



Leçon 6 : Dédier le niveau de financement approprié dans le contexte aux efforts visant la réduction des coûts de scolarisation ainsi qu'à la distribution des supports financiers et du matériel.

Il semble que les transferts d'argent et la fourniture du matériel étaient appréciés par les cibles bénéficiaires et que la distribution des fonds a été jugée efficace par la communauté. En revanche, les techniques de distribution du matériel comme les kits d'hygiène ont été perçues comme un « *énorme problème* » à cause des défis socio-politiques et logistiques rencontrés. Au Tchad, où il était question de mettre en œuvre divers types d'appuis, il s'est avéré qu'en réalité « *(l) budget... ne pouvait pas couvrir les activités de prise en charge des filles dans les familles d'accueil et transferts d'argent* » (Expert ministériel de l'éducation, Tchad). Selon eux, il faudra consacrer suffisamment de fonds aux transferts d'argent, aux bourses, et à la distribution du matériel pour s'assurer que le ciblage et le suivi des bénéficiaires se déroulent comme prévu.

PHASE

3

LE SUIVI, ÉVALUATION, APPRENTISSAGE (SEA)

Le suivi, évaluation, et apprentissage s'est fait avec des similitudes entre les pays figurant dans ce Guide. La plupart des représentants des pays ont souligné l'importance des fiches de suivi conçues, du cadre des résultats, de la diversité des indicateurs collectées et des revus périodiques, de même que l'importance de l'engagement au niveau provincial, régional, et central. Il ressort que les données et les concertations avec les parties prenantes étaient utiles pour suivre les activités du projet.



Les informateurs ont décrit l'importance d'un projet intégré prenant en compte un plan clair sur le SEA, ce qui a permis à l'équipe d'exploiter des données venant des différents ministères concernés. Cela était nécessaire pour une bonne coordination des différents sous-projets et la mise en œuvre des différentes activités. En réponse à une question sur ce qui n'a pas bien fonctionné dans le processus de SEA, les informateurs du Tchad pour ce Guide ont dit qu'il n'y avait que des « *manquements négligeables* » (Expert ministériel de l'éducation, Tchad).

En plus de l'aspect intégré entre ministères, la révision du cadre de résultats a été discutée lors d'une évaluation intermédiaire pour changer le cadrage en « *rétenion* » au lieu de « *l'abandon* ». Un informateur du Mali décrit cette révision en disant : « *Quand vous considérez le cadre des résultats, il y avait deux indicateurs, le premier cadre des résultats de SWEDD était sur les taux d'abandon. Je n'étais pas à l'aise et je n'appréciais pas que les indicateurs soient négatifs, sur l'abandon, et j'ai suggéré de le rendre positif, de changer pour les taux de rétenion. Les autres moyens mesuraient l'échec, maintenant nous mesurerons l'impact positif, sur la rétenion scolaire des filles* » (Représentant SWEDD, Mali).

Dans la plupart des pays, on note une compréhension du cadre des résultats, des indicateurs, des niveaux de contrôle et du rôle de tous les acteurs intervenants à chaque étape. Au Mali, il a été question des niveaux de contrôle pour le soutien scolaire. Nous apprenons qu'« *il y avait également une liste, et 3 niveaux de contrôle; le superviseur, le directeur de l'école, le conseiller et le directeur de CAP (centre d'animation pédagogique)* » (Représentant SWEDD, Mali). Cependant, le cas du Niger était différent car parmi les informateurs choisis pour cette étude, aucun n'a participé à l'étape de conception initiale et n'avait pas connaissance du développement du cadre de SEA dès le début. La perception était qu'« *il n'y a pas eu de suivi véritable* ». La faiblesse, selon les informateurs, était due à la faible participation des services déconcentrées du Ministère de tutelle dans le suivi des interventions (la ligne prévue par les ONGs pour leur contribution aux missions de suivi de ces structures n'ayant pas été approuvée). Une des recommandations des informateurs pour améliorer le SEA était d'établir un cadre de résultats dès la phase de conception, et de mieux le communiquer à tous les acteurs parce qu'il n'y avait pas de cadre de résultat spécifique pour les interventions de soutien à la scolarisation des filles.

Les informateurs ont discuté des réalités opérationnelles du SEA, mais la plupart n'ont pas précisé si le SEA répondait aux questions essentielles du projet SWEDD avec un volet rétenion scolaire. Au Mali, une autre faiblesse importante a été mentionnée : l'absence d'évaluation approfondie du programme. La seule exception était le Burkina Faso, où on offre des stratégies d'amélioration du SEA en comparant les zones d'interventions et les zones sans interventions. « *Le rapport du projet et les statistiques du projet... doivent être améliorées et continuées et mieux, en tant que structure chargée de l'éducation des filles, par exemple, il faudrait qu'à un moment donné qu'on puisse sortir une photographie de l'éducation des filles. L'Etat ne nous permet pas de faire cela [dû au manque de disponibilité de moyens financiers], le projet nous a permis de le faire mais pour sa zone d'intervention. Cela peut être amélioré. Ce serait une occasion de comparer les zones où vous êtes intervenus et les zones où vous n'êtes pas intervenus* » (Expert ministériel de l'éducation, Burkina Faso).



Leçon 7 : Organiser des revus périodiques pour le suivi des indicateurs et se baser sur les résultats pour apporter des changements aux activités du programme et au SEA.

Les revus périodiques pour le suivi des indicateurs ont été bien appréciés par la plupart des informateurs. Au Burkina Faso dans les revues périodiques chaque structure devait présenter la réalisation physique, le suivi des indicateurs, et la réalisation financière de leurs activités dans un canevas conçue par la direction technique responsable du SEA. On a perçu que ce type d'échange pouvait informer les changements à apporter aux activités et au SEA en général.



Leçon 8 : Tout au long du projet, faire des formations de recyclage sur les aspects du SEA pour informer toutes les parties prenantes, surtout les nouveaux acteurs.

Certaines faiblesses sont à noter dans le suivi - évaluation des activités de soutien scolaire qui sont peut-être dues à une mauvaise compréhension des techniques de cadrage de la part des informateurs, dont certains ne travaillaient pas pendant la phase de conception. Étant donné la réalité du fréquent changement des membres d'équipes dans des projets comme le SWEDD, les formations de recyclage sont essentielles pour orienter les nouveaux acteurs sur les plans de base de SEA et sur les changements apportés tout au long.



Leçon 9 : Veiller à ce que l'évaluation des programmes ait lieu afin que les parties prenantes puissent garantir l'utilisation optimale de leurs ressources limitées.

Il est extrêmement important de jeter un regard externe systématique et indépendant sur la mesure dans laquelle les activités de soutien à la scolarisation affectent les bénéficiaires visés tout au long de la chaîne de causalité pour avoir un impact. Il est essentiel d'établir un cadre des résultats et de mesurer les changements par le biais de l'évaluation. Idéalement, elle devrait comparer les changements par rapport à la situation de référence avant les interventions et les comparer également aux changements dans une communauté comparable qui n'a pas bénéficié du projet SWEDD. L'examen de l'évolution des connaissances, des attitudes et des comportements à l'aide des tactiques mentionnées dans la boîte ci-dessous est un complément essentiel à la collecte de données de suivi.

Questions essentielles pour comprendre si un programme de rétention scolaire a atteint les résultats désirés (Psaki, 2019) :

- Est-ce qu'on a amélioré la scolarisation pour celles qui ont participé au programme ?
- Est-ce qu'on a amélioré la scolarisation pour celles qui n'ont pas participé au programme ?
- Qui a participé au programme, et pourquoi ?

Autres aspects à considérer :

- **Ciblage :** Est-ce qu'on a pu atteindre nos cibles ?
- **Suivi :** Collecte des données régulier pour informer si le programme est mis en œuvre comme prévu.
- **Budget :** le budget de mise en œuvre d'un programme peut être combiné avec des résultats pour comprendre le cout-avantages et le cout-efficacité du programme.

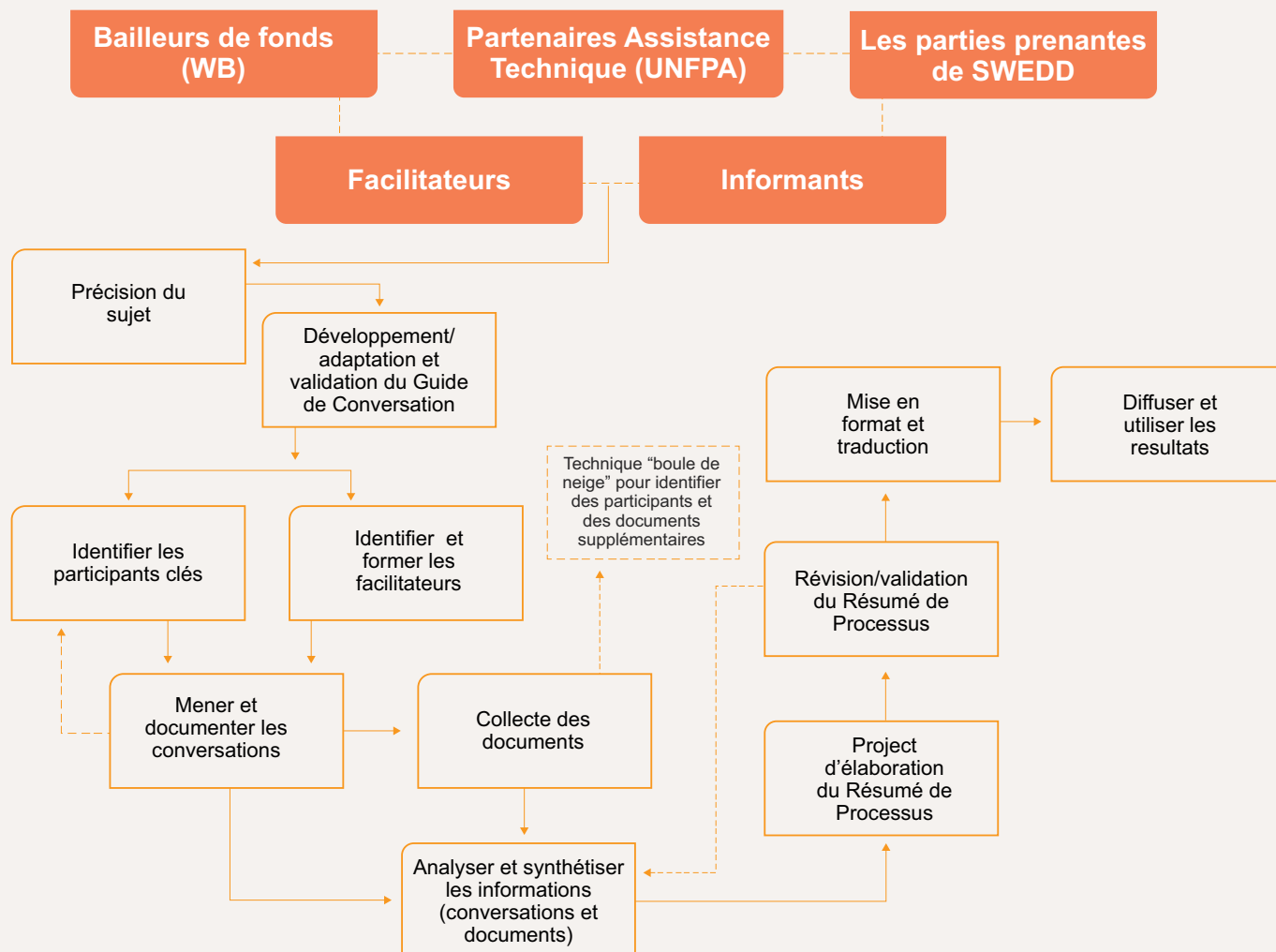
RÉSUMÉ DES LEÇONS CLÉS

Phase 1 : Leçons clés appprises dans la conception	1	Impliquer plusieurs parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre en veillant à une bonne division des tâches.
	2	Accroître le volet de formation des enseignants y compris la pédagogie sensible au genre pour améliorer leurs compétences et pour que les interventions restent fidèles à l'approche SWEDD.
	3	Concevoir des activités programmatiques incluant des aides financières et sociales sur la base de critères bien définis.
Phase 2 : Leçons clés appprises dans la mise en œuvre	4	Anticiper les changements externes et les défis logistiques, et être prêt à les surmonter.
	5	Respecter les critères d'identification—comme la distance de l'école, la pauvreté des parents—dans le choix des cibles pour les activités pour le soutien scolaire.
	6	Dédier le niveau de financement approprié dans le contexte aux efforts visant la réduction des coûts de scolarisation ainsi qu'à la distribution des supports financiers et du matériel.
Phase 3 : Leçons clés appprises dans le suivi, évaluation, et apprentissage	7	Organiser des revues périodiques pour le suivi des indicateurs et se baser sur les résultats pour apporter des changements aux activités du programme et au SEA.
	8	Tout au long du projet, faire des formations de recyclage sur les aspects du SEA pour informer toutes les parties prenantes, surtout les nouveaux acteurs.
	9	Veiller à ce que l'évaluation des programmes ait lieu afin que les parties prenantes puissent garantir l'utilisation optimale de leurs ressources limitées.



ANNEXE 1 : La méthodologie et l'échantillonnage

I. Le processus suivi pour dérouler l'exercice de documentation et collecter les informations



II. Les sources d'information

Les informations ont été recueillies à travers des conversations avec des informateurs clés de quatre pays du SWEDD (le Burkina Faso, le Mali, le Niger, et le Tchad). Ces informateurs ne constituent pas un échantillon systématique, mais sont plutôt la représentation d'un échantillon de commodité et d'expériences plus accessibles à travers ces quatre pays et qui permettent de tirer parti de la capacité existante du SWEDD. Des précisions sur les informateurs pays sont données dans l'Annexe 2.

III. Les échantillons

L'échantillon des informateurs pays comprennent : 1 représentant du Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation, et de la promotion des langues nationales, 2 représentants du SWEDD, 2 représentants du Ministère de l'éducation nationale, 1 représentant du Ministère de l'enseignement, 4 représentants des ONGs, 1 représentant du Ministère de l'enseignement secondaire, 1 représentant Assistant technique Programme pour le maintien des filles à l'école.

IV. La méthodologie de collecte d'information

1 Les répondants potentiels ont été identifiés en contactant les coordonnateurs des UGPs. Les coordonnateurs ont fourni une liste de répondants potentiels, sur la base de leur participation à l'activité d'élaboration des curricula. Les informateurs ont été contactés directement par les facilitateurs/trices pour l'organisation des conversations. Les conversations ont eu lieu en face à face (ou virtuellement si le face à face n'était pas du tout possible) et ont été enregistrées par les facilitateurs/trices à l'aide d'appareils d'enregistrement personnels.

2 Les facilitateurs ont utilisé un guide de conversation - développé par un des partenaires techniques, Population Council - pendant les conversations avec les informateurs. Le guide de conversation comprend une série de questions destinées à orienter la conversation. Un Guide de Formation a été créé pour la formation des facilitateurs/trices qui ont été formés à l'utilisation du guide de conversation avant leur première conversation.

V. La méthodologie d'analyse

Un Guide de Synthèse a été créé pour aider les facilitateurs/trices à consolider les notes de toutes leurs conversations avec les informateurs (notes prises directement dans le guide de conversation). Sur la base de chaque guide de synthèse, un résumé global des conversations a été créé par le partenaire technique. Le résumé global a servi de base à la création d'un « outline » pour le Guide. Les notes des conversations ont été utilisées pour compléter chaque section du Guide, lorsque cela était nécessaire.



© UNFPA/Ollivier Girard

ANNEXE 2 : Tableau des personnes consultées

Informateurs clés	Pays
1 Rep. Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation, et de la promotion des langues nationales	Burkina Faso
2 Rep. SWEDD, 1 Rep. Ministère de l'enseignement, 1 Rep. Ministère de l'éducation, 2 Rep. ONG	Mali
2 Rep. ONG, 1 Rep. Ministère de l'enseignement secondaire, 1 Rep. Assistant technique Programme pour le maintien des filles à l'école	Niger
1 Rep. Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique	Tchad

Bibliographie

American Institutes for Research (AIR). 2 September, 2022. Spotlight: Improving Lives Through Cash Transfers. <https://www.air.org/resource/spotlight/improving-lives-through-cash-transfers>

Psaki, Stephanie. 2019. "Delivering Results in Girls' Education: How to Evaluate What Works, What Doesn't, and What We Don't Know," GIRL Center Research Brief No. 4. New York: Population Council.

Psaki, S., N. Haberland, M. Kozak, and L. Woyczynski. 2021. "Girls' Education Roadmap: 2021 Report." EGER Reports. New York: Population Council.

Psaki, S, N. Haberland, B. Mensch, L. Woyczynski, and E. Chuang. *Policies and Interventions to Remove Gender-Related Barriers to Girls' School Participation and Learning in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review of the Evidence*. Campbell Syst Rev. 2022 Jan 19;18(1):e1207.

World Bank Group. Perspectives comportementales pour mieux concevoir les transferts de liquidités en matière de protection sociale en cas d'urgence. Infographic : Ideas 42. https://www.ideas42.org/wp-content/uploads/2020/10/i42-1228_COVID_CashTransfers-infographic_final_french.pdf

World Bank Group. La science comportementale pour mieux concevoir les transferts monétaires en matière de protection sociale en cas d'urgence. Checklist : Ideas 42. https://www.ideas42.org/wp-content/uploads/2020/10/i42-1228_COVID_CashTransfers-Checklist_french.pdf

Ce Guide fait partie d'une série qui documente d'une manière rétrospective le processus de mise en œuvre des interventions du projet SWEDD, et décrit les bonnes pratiques, les défis et les leçons apprises. Le projet "Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel" (SWEDD) a été lancé en novembre 2015 avec le soutien financier de la Banque mondiale, et l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest-Africaine pour la Santé (OOAS). Le SWEDD vise l'accélération de la transition démographique, le déclenchement du dividende démographique, et la réduction des inégalités du genre au Sahel. La motivation pour cette série est le fait que le SWEDD est devenu un cadre stratégique pour les décideurs politiques, les leaders d'opinion (chefs traditionnels et religieux, et autres leaders communautaires), et la communauté permettant de traiter ensemble des sujets considérés comme sensibles dans la région. C'est pourquoi il a été jugé nécessaire de partager les processus qui ont jalonné le projet. Cela inclut la description des expériences, les leçons apprises et les recommandations. Ces données probantes pourraient enrichir les programmes pour le SWEDD+ et également enrichir d'autres initiatives en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes.